

# CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

GWADLOUP, TOUJOU GWADLOUP, AN KI GWADLOUP.

## DÉCLARATION POLITIQUE

La Guadeloupe va mal . Son environnement et ses ressorts économiques internes ne cessent de se dégrader et les mécanismes de son gouvernement et de son administration ne sont plus à la hauteur .

L'économie guadeloupéenne fait en effet du sur place depuis déjà deux ans si l'on se réfère aux organismes de conjoncture qui tous parlent de récession ou de ralentissement . Les moteurs traditionnels de la croissance sont le plus souvent en panne et les déséquilibres se creusent inexorablement . Ainsi , la consommation des ménages et des administrations stagne faute de ressources suffisantes en raison de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et des plans successifs de réduction des dépenses publiques que des autorités françaises impécunieuses nous imposent alors que nous ne sommes pas responsables. Le chômage ne cesse de croître et les inégalités sociales se renforcent : l'écart de niveau de vie entre les fonctionnaires privilégiés de l'ordre colonial et les salariés du privé qui ne disposent ni de prime de vie chère , ni de de stabilité d'emploi.

Face à cette grave situation , ceux qui nous gouvernent se cachent et se taisent pour ne pas faire face à notre peuple . Les autorités françaises nous imposent dans le désordre leur rigueur au nom d'une solidarité qui n'existe en fait que dans leurs esprits coloniaux . Quant aux conservateurs socialistes et libéraux ,leurs alliés indéfectibles, ceux que nous qualifions de clan des français qui se sont arrogés le droit de parler au nom des guadeloupéens, ils multiplient les congrès pour faire oublier la désagrégation de leur modèle. De plus , leurs déclarations intempestives fragilisent notre pays en opposant nos compatriotes les uns contre les autres. La défense des intérêts supérieurs de notre nation est oubliée au profit du soutien des nantis de l'ordre colonial. La discussion de la loi de finances pour 2012 illustre l'inertie des conservateurs qui se sont laissés manipuler en acceptant sans aucune négociation les propositions financières dangereuses des autorités françaises.

**LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE** , dénonce et rejette l'inertie politique ambiante où ceux qui gouvernent et administrent notre pays se sont installés dans un lourd silence coupable et très dangereux pour notre avenir immédiat. A cette inertie nous opposons le volontarisme de l'action. Avec de nombreux guadeloupéens conscients et authentiques , nous réclamons des actions cohérentes , ciblées et approuvées par les guadeloupéens pour sortir des difficultés et anticiper les changements nécessaires qui s'imposent compte tenu de la fragilité de notre pays que des siècles de tutelle a dangereusement ramolli.

◆ Tout d'abord, une réelle transparence des relations financières entre la Guadeloupe et la France afin de connaître l'état réel de nos finances publiques ;

◆ Ensuite, nous estimons nécessaire à très court terme d'engager le processus de construction d'une nouvelle économie par le lancement d'un grand plan de relance et de soutien de l'activité afin que le moteur traditionnel de l'activité économique, la consommation des ménages et des administrations , puisse redémarrer ;

◆ L'ouverture immédiate enfin de négociations entre les acteurs sociaux afin d'arrêter une véritable politique des revenus pour venir en aide aux plus fragiles et réduire les inadmissibles inégalités de rémunération entre les fonctionnaires et les salariés du secteur privé qui sont les artisans de tout développement et mettre la législation sociale au service de la reconstruction .

**Ces différentes actions doivent être menées avec comme souci de reconstruire l'économie guadeloupéenne coloniale , fragile et dépendante comme le montre les ruptures actuelles , autour de la valorisation de la production , le contrôle par des guadeloupéens du capital des entreprises, le partage équitable des fruits de la croissance et la réforme des prélèvements obligatoires. Le volontarisme de l'action enfin ne peut devenir réalité sans un nouveau pouvoir contrôlé par les guadeloupéens et proche de leurs préoccupations. Ce n'est en effet que quand les guadeloupéens sont aux commandes que les intérêts supérieurs de leur pays seront la priorité.**

**P**our vivre dignement et librement, devenons d'authentiques guadeloupéens qui aiment leur pays et en défendent les valeurs .

**À POINTE À PITRE LE 20 DÉCEMBRE 2011**

**LA DIRECTION POLITIQUE**



**CONTACT : 0690 404255**